



% lignes d'attac

Dossier : Une nouvelle donne
internationale
Le système Bolloré
Hommage à Michel Aglietta
Contre-sommet des peuples à Belém

numéro 142 juillet 2025

LOS
BARISTAS
CRAFT COFFEE

Livres

sur attac.org/l/boutique

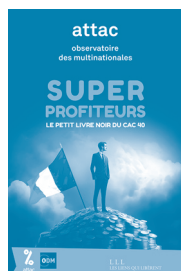
L'énergie est notre avenir, socialisons-là !

Attac, éditions LLL, 2025



Super profiteurs, le petit livre noir du CAC 40

Attac, éditions LLL, 2023



L'évasion fiscale, toute une histoire

Attac et VAP, éditions de l'Atelier, 2024



Notes

sur attac.org/l/notes

Le Crédit Agricole, complice de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid et du génocide en Palestine (juin 2025)

Le Système Bolloré (avril 2025)

Retour sur l'AG 2025

L'assemblée générale d'Attac s'est tenue samedi 14 juin à Paris. Moment important pour Attac, c'était l'occasion d'annoncer les résultats du vote des adhérent·es sur les rapports d'activité et financier, la réforme des statuts et les orientations pour les trois années à venir. Les membres élu·es du nouveau Conseil d'administration ont pu se présenter. Le nouveau Bureau, les porte-paroles, trésorier·es, secrétaires général·es seront élu·es lors du CA des 28 et 29 juin 2025.

Un hommage à Bernard Cassen, fondateur et président d'honneur d'Attac a été rendu en début d'assemblée.

Après des moments d'échanges sur la vie interne de l'association, trois débats nous ont permis d'aborder les enjeux actuels. Nous avons salué le travail de nos comités locaux, du CA et du bureau sortants, des porte-parole et bien entendu de notre équipe salariée. Merci également à nos membres fondateurs et partenaires du mouvement social d'avoir été au rendez-vous.

Tous les résultats de l'AG sont disponibles en ligne ici : l.attac.org/2025

bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom
prénom
adresse

code postal ville

courriel

☐ abonnement d'un an au tarif normal de 20€
☐ abonnement d'un an au tarif adhérent·e 12€

date
signature

chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Attac à retourner à

**Attac - service abonnements,
5 villa de la Tourelle 93100 Montreuil**

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.
Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Vincent Gay
secrétariat de rédaction
Frédéric Lemaire
conception
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction de ce numéro
Annick Coupé, Claire Milla, Dominique Plihon, Frédéric Lemaire, Gilles Sabatier, Jane-Léonie Bellay, Jean-François Guillon, Jean-Marie Harribey, Lou Chesné, Marie Beyer, Sylvie Agard, Vincent Drezet, Vincent Gay, Yolie Yamamoto

couverture
Serge D'ignazio

maquette et illustrations
Stéphane Dupont

impression
sur papier recyclé
Corlet

abonnement annuel
4 numéros : 20€
dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0524G81654



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

5 villa de la Tourelle
93100 Montreuil
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org



Lou Chesné, Vincent Drezet,
Youlie Yamamoto
porte-paroles d'Attac France

En juin dernier s'est tenue l'assemblée générale d'Attac qui a conclu la mandature 2022-2025. C'est l'occasion de faire le point sur ces trois dernières années qui ont vu des bouleversements majeurs : invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, inflation et superprofits, guerre génocidaire menée par Israël à Gaza, montée en puissance de l'internationale d'extrême-droite dont Donald Trump est devenue la figure de proue...

En France l'actualité politique et sociale a été particulièrement intense, des mobilisations historiques contre la réforme des retraites en 2023 aux luttes contre les méga-bassines ou le projet d'autoroute A69. Sans compter les mobilisations pour les libertés publiques et la dynamique de Front populaire qui a permis, il y a tout juste un an, d'empêcher le RN d'accéder au pouvoir.

Attac a pris part à ces combats en contribuant à créer des ponts au sein des mouvements sociaux et écologistes. Nous avons organisé des actions créatives pour taxer les riches et contre les criminels climatiques en bloquant leurs yachts et jets privés. Avec nos comités locaux dans toute la France, nous nous sommes mobilisés-e contre des multinationales comme Amazon et dénoncé les banques qui financent les colonies illégales en Palestine ou encore les énergies fossiles...

Attac a également développé l'expertise citoyenne au cœur de son action : livres, notes et rapports pour promouvoir nos alternatives, analyser l'évasion fiscale, le système Bolloré, dénoncer les super profiteurs ou l'aberration du marché de l'électricité... Nos universités d'été et les événements internationaux auxquels nous avons contribué ont permis d'échanger et d'élaborer ensemble avec des personnes venu-es du monde entier. Les 25 ans d'Attac, fêtés en 2024, ont été l'occasion de faire ce constat : notre association est toujours d'attaque et au cœur des luttes !

La nouvelle mandature (2025-2028) est placée sous le signe du renouvellement. Nous sommes conscient-es des défis à relever face à une extrême-droite triomphante et un pouvoir aux abois, aspirant à neutraliser la contestation. Dans une période propice à la division, Attac doit continuer à œuvrer pour l'unité au sein du mouvement social et être une force d'action et de proposition pour la justice sociale et écologique. Soyons fort-es de nos victoires, préparons la suite !

Comprendre et combattre le système Bolloré PUBLICATION

L'Observatoire des multinationales et Attac ont publié en avril un rapport intitulé « Le Système Bolloré, de la prédation financière à la croisade politique ». Nous y révélons les multiples facettes de Vincent Bolloré et de son empire : ses origines, ses méthodes brutales, ses stratégies, son agenda politique d'extrême droite, ses soutiens et complices dans le monde économique et politique... Nous publions ici les conclusions de ce rapport, qui appellent à la mobilisation contre Bolloré et son monde.

Vincent Bolloré et son groupe sont les purs produits d'un monde économique et politique où les marchés financiers ont pris le pas sur l'économie réelle, où les milliardaires peuvent mettre la main sur les médias et la culture, où les connivences politiques permettent d'engranger des profits juteux, et où la planète et les peuples, particulièrement les plus pauvres, sont exploités par des multinationales prédatrices. Si Vincent Bolloré est devenu si riche et si influent, c'est parce qu'il est parfaitement en phase avec ce monde de la finance triomphante.

C'est sans doute pourquoi il bénéficie de la tolérance, si ce n'est du soutien plus ou moins actif, des milieux économiques et d'une large part de la classe politique et de la sphère de la culture et des médias. Et ce alors même qu'il utilise de plus en plus ouvertement sa fortune et certaines entreprises qu'il contrôle au service d'un projet politique d'extrême-droite.

C'est le signe qu'une grande partie de ce monde économique et politique est prêt à accepter les pires travers plutôt que de devoir remettre en cause le système qui fait leur fortune. Quand bien même cela signifie favoriser la montée en puissance de l'extrême-droite.

Aujourd'hui, Vincent Bolloré utilise en politique les mêmes méthodes qui ont fait sa réputation tout au long de sa carrière économique - il avance caché, et il attend d'être prêt pour fondre sur sa proie. Lors d'un entretien avec Libération en 1999, il évoquait l'image d'un boa engloutissant un homme qui avait eu le malheur de croire pouvoir faire une sieste dans la forêt.

Nous sommes prévenu-es. Il n'y a pas de raison qu'il en reste là, et il a beaucoup de cartes en main pour pousser encore plus loin son entreprise politique : un

empire médiatique et culturel qu'il contrôle d'une main de fer et d'importantes réserves financières... qu'il pourrait décider du jour au lendemain de mettre entièrement au service de la prise de pouvoir de courants réactionnaires et d'extrême-droite. Le système Bolloré est une épée de Damoclès qui menace notre démocratie.

Se mobiliser contre le système Bolloré est, aujourd'hui, une urgence et une nécessité démocratiques. Les résistances sont nombreuses. À commencer par les journalistes ou activistes qui informent sur les agissements néfastes du groupe Bolloré, malgré les menaces de procès baillons dont le milliardaire breton s'est fait une spécialité.

Ce travail d'information est essentiel et il a également permis des poursuites judiciaires, comme celle engagée par le collectif Restitution Afrique, composé de onze ONG du continent, devant le Parquet national financier, et qui vise les faveurs qu'aurait obtenues le groupe Bolloré au détriment des populations du Ghana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Togo et de la Guinée.

Dans le cadre de la campagne « Désarmer Bolloré », lancée en juillet 2024 à l'appel de nombreuses associations et réseaux dont Attac, de multiples initiatives ont pris pour cible le groupe. Début 2025, des journées d'action décentralisées ont été organisées visant des cibles variées, depuis la Socfin, qui possède des plantations de palmiers à huile en Afrique, à des entrepôts pétroliers à Strasbourg, dans le Loiret, dans la Nièvre et près de Poitiers.

D'autres initiatives ont visé les composantes de l'empire médiatique du système Bolloré, comme l'École supérieure de journalisme de Paris (ESJ) ou encore les locaux de Hachette, Larousse et Fayard en région parisienne, et les magasins Relay. Les libraires se mobilisent également dans le cadre de cette campagne, avec un appel au boycott des ouvrages du groupe Hachette. En soutien à cette démarche, des éditeurs indépendants ont également publié un livre collectif à vocation mobilisatrice : Déborder Bolloré.

Pour se mobiliser contre le système Bolloré, il faut en comprendre les rouages : son intégration dans les sphères économiques et politiques, ses méthodes brutales, ses moyens financiers redoutables, son influence démesurée. C'est l'objet de ce rapport : informer pour mieux nourrir et irriguer les mobilisations qui ont vu le jour ces dernières années contre le système Bolloré, et contre le monde qui l'a fait prospérer, pour ouvrir de nouveaux horizons démocratiques et émancipateurs.

Olivier Petitjean et Lou Chesné

Rendez-vous à l'UEMSS du 23 au 26 août ! **ÉVÈNEMENT**

L'Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités (UEMSS) se tiendra à Bordeaux du 23 au 26 août prochains. Ce sera le lieu de rencontre de très nombreuses luttes, résistances, alternatives, pratiques émancipatrices. L'occasion de réfléchir collectivement, d'emmagasiner de l'énergie pour nos combats à venir, de tisser les liens nécessaires pour construire les fronts communs face à l'extrême-droite, aux politiques antisociales et écocidaire !

Le monde connaît de profonds bouleversements : guerre génocidaire à Gaza, avancées de l'armée russe en Ukraine, élection de Donald Trump aux États-Unis... Alors que de très nombreuses populations subissent les guerres et la misère, l'ordre mondial se réagence sous la domination d'une internationale d'extrême droite. Dans de nombreux pays les féministes sont aux avant-postes contre les pouvoirs autoritaires. Le patriarcat se défend bien, mais la révolution féministe est en marche.

L'extrême droite n'est pas un danger lointain. En France, elle menace les droits sociaux, les droits des étrangers, des femmes, des LGBTQIA+. Le gouvernement prépare de nouvelles attaques antisociales sous couvert de réarmer l'Europe. Les inégalités continuent de se creuser. Les politiques xénophobes à l'encontre des migrant·es se doublent d'un racisme et de discriminations qui touchent de très nombreuses personnes : islamophobie, antisémitisme, négrophobie, racisme anti-Roms...

La destruction du vivant accentue les crises mondiales. Le besoin de justice environnementale se fait plus pressant alors même que les enjeux écologiques ne sont plus à l'agenda des politiques publiques. Face à ces défis, l'UEMSS sera l'occasion de poser ensemble des débats nécessaires : Comment comprendre les transformations en cours et les nouvelles menaces qui se présentent ? Comment les mouvements sociaux peuvent réagir face aux offensives réactionnaires et guerrières ? Comment envisager une autre répartition des richesses, comment gagner de nouveaux droits ? Comment bien vivre (avec des écosystèmes préservés, un travail socialement utile, une protection sociale étendue), dans l'égalité et contre toutes les discriminations ?

Plus que jamais la nécessité de construire des solidarités et de développer des mouvements sociaux est forte. L'UEMSS 2025 est faite pour ça. Retrouvez toutes les dernières informations (inscription, demande d'hébergement, bénévolat...) sur le site <https://www.uemss.org/>

Annick Coupé

Budget 2026 : toujours plus pour les riches **ANALYSE**

Pas de hausse d'impôt sur les plus riches et les grandes entreprises et baisse inédite des dépenses publiques : les annonces entourant la préparation du projet de loi de finances pour 2026 (PLF2026) sont révélatrices de l'entêtement dogmatique du pouvoir.

Le bilan de la politique fiscale menée depuis 2017 est désastreux. Les cadeaux fiscaux d'Emmanuel Macron n'ont pas relancé l'activité économique, ils ont nourri la hausse des inégalités et ont creusé la dette de plus de 300 milliards d'euros. Mais c'est au nom de la réduction de la dette que le gouvernement s'engage dans l'austérité budgétaire, ce qui pénalisera les services publics et le système de protection sociale, tout cela pour ne pas revenir sur les choix fiscaux de 2017.

Le gouvernement a même remis en débat l'idée d'une TVA présentée comme « sociale ». Cette mesure n'a en réalité rien de social : il s'agit d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée qui s'applique à l'achat des biens et service pour financer une baisse des cotisations sociales patronales. En bref, on augmente les prix et on dégrade le « pouvoir d'achat » pour financer un cadeau aux entreprises censé stimuler l'emploi et favoriser les exportations (ce que rien ne prouve). Cette mesure est d'autant plus injuste que la TVA pèse proportionnellement beaucoup plus dans le budget des ménages pauvres et des classes moyennes que dans celui des plus aisés.

Brutal dans ses choix budgétaires, le gouvernement est toutefois dépassé sur sa droite par ceux qui réclament la suppression des droits de donation et de succession. Une telle mesure, dont seuls les plus riches bénéficieraient et qui nourrirait également la dette publique, porterait gravement atteinte au principe de redistribution par l'impôt qui s'est développé au cours du XXème siècle... avant d'être remis en cause par les politiques néolibérales.

En finir avec la redistribution, que celle-ci s'organise par l'impôt, les services publics ou la protection sociale : voici le point commun entre les conservateurs, l'extrême droite et les néolibéraux de toute obédience. Sus aux pauvres et aux solidarités : tel est leur projet !

Face à cet arc large opposé au progrès social, les partisans de la justice fiscale ont une lourde responsabilité : montrer que d'autres choix sont possibles et nécessaires pour refaire société et financer les urgences sociales et écologiques.

Vincent Drezet

Pour un contre-sommet des peuples face à la COP30 à Belém

MOBILISATION CLIMAT

Après Dubaï et Bakou, c'est au Brésil, un pays plus démocratique, que va se tenir la prochaine Conférence des Parties sur le climat (COP 30), en novembre à Belém, aux portes de la forêt amazonienne. Cette situation géographique et politique, ajoutée au calendrier (10 ans de l'accord de Paris) et aux bouleversements au plan international après l'élection de Trump augure d'une mobilisation plus importante que celle des précédentes éditions.

La politique de Lula n'envoie cependant pas les meilleurs signaux concernant la crise climatique. En effet, le pays, huitième producteur de pétrole au monde, envisage d'augmenter sa production dans le futur. Les ONG et organisations environnementales brésiliennes sont fortement mobilisées contre le projet de Petrobras, la compagnie pétrolière nationale, d'exploiter un gisement offshore qui s'étend sur 350 000 km², à environ 500 km de l'embouchure de l'Amazonie.

Ce projet va à rebours de toute préoccupation environnementale et climatique, il est pourtant soutenu par le président Lula qui, tout en cherchant à se positionner comme leader climatique en accueillant la COP, appelle à se servir de la manne pétrolière pour « financer la transition énergétique, qui coûtera très cher ».

L'un des principaux enjeux de cette COP 30 sera la réévaluation par les pays participants de leurs engagements de réduction d'émission figurant dans les « contributions déterminées au plan national » (CDN) de chaque pays participant. L'objectif de « neutralité carbone » inscrit à l'article 2 de l'accord de Paris est censé guider les stratégies à long-terme des États et des multinationales, mais les CDN ne sont pas à la hauteur, soit par manque de volonté politique pour les pays riches, soit par manque de moyens pour les pays pauvres.

Le 21 janvier 2025, Lula a nommé André Corrêa do Lago président de la COP30. Cette personnalité a le mérite de ne pas être lié au secteur pétrolier : ancien membre du gouvernement brésilien, il a eu une longue carrière dans la diplomatie qui l'a mené à être le principal négociateur brésilien lors des deux dernières COP. Sa nomination a été saluée par la société civile brésilienne. Le 10 mars dernier, celui-ci a présenté dans une lettre adressée aux « parties » (les États participants) sa vision initiale de la COP 30.

L'objectif d'un réchauffement limité à 2,1° d'ici la fin du siècle reste le point de référence, mais la lettre évite soigneusement d'annoncer tout engagement ferme ou définitif. L'arrêt de la déforestation est présenté comme un levier essentiel pour déclencher une action immédiate sur le climat ; attention cependant à ce que cela ne soit pas utilisé comme une stratégie pour gagner du temps sur l'arrêt des projets fossiles.

La lettre reconnaît les limites des négociations multilatérales sur les CDN, mais appelle à un bilan sincère afin d'identifier les obstacles à une plus grande ambition. L'objectif global de mille milliards de dollars d'investissement dans le financement climatique défini à Bakou y est évoqué, sans détails substantiels sur sa mise en œuvre... Alors même que le retrait des États-Unis de l'accord de Paris diminue les chances d'augmentation significative des financements climatiques internationaux.

Enfin, face à la demande exprimée par les Peuples Autochtones de participer aux négociations au même titre que les États, André Corrêa do Lago reconnaît les contributions des populations autochtones sans donner une indication claire du rôle qu'elles auront à jouer dans l'agenda de la COP 30.

Face à la COP officielle, le processus de la « Cumbre de los Pueblos » (Sommet des peuples), forum social latino-américain démarré en 1992, est à l'initiative, avec la société civile brésilienne et les peuples autochtones, d'un contre-sommet baptisé en brésilien « Cupula dos povos », qui se tiendra à Belém du 12 au 18 novembre, avec une grande marche prévue le 15 novembre. Attac a rejoint cette initiative.

Après avoir tenté de soutenir le projet et d'y participer, le gouvernement brésilien a finalement renoncé, garantissant l'autonomie du processus qui ne pouvait accepter d'être soutenu par un gouvernement qui promeut un projet offshore dans l'embouchure de l'Amazonie. Les organisateur·ices s'attellent maintenant à un contre-sommet pouvant accueillir jusqu'à 15 000 personnes, une gageure dans cette cité 1,4 million d'habitant·es, deuxième agglomération du Nord du Brésil après Manaus.

En France, c'est le Réseau Action Climat (RAC) qui a été à l'initiative d'une coalition de mobilisation sur la séquence à laquelle participe Attac. Les Amis de la Terre, 350.org et Action Justice Climat ont lancé un projet de défilé-carnaval à Paris et de manière décentralisée à la fin septembre. Un autre moment de mobilisation se profile : le 12 décembre, date anniversaire de l'accord de Paris.

Jean-François Guillon

Site de la « Cupula dos povos » :
<https://cupuladospovoscop30.org/>



Le Cachemire pris en étau entre l'Inde et le Pakistan

ENTRETIEN

Entretien avec Charlotte Thomas, politologue spécialiste des mobilisations sociales et des dynamiques urbaines des Indiens de confession musulmane.

Quels sont les rapports entre l'Inde et le Pakistan ?

Depuis 1947, l'opposition à l'autre est au cœur des constructions nationales indienne et pakistanaise, chacune voyant l'autre comme un obstacle à son intégrité et à sa sécurité. Cette rivalité s'est chargée d'une dimension islamophobe sous le régime de Modi, qui a glissé, depuis 2014, d'un nationalisme autoritaire vers une forme de fascisme. Le cœur du fascisme indien est l'hindutva (ou « hindouité ») – à ne pas confondre avec l'hindouisme religieux – qui se base sur un registre identitaire essentialisé, excluant, violent et impérialiste. Les minorités ethno-religieuses musulmane et chrétienne sont désignées comme l'ennemi, suspectes car adossées à d'autres pays. Aussi, le Pakistan devient non plus seulement un adversaire stratégique, mais un ennemi existentiel, au même titre que les musulmans indiens.

Le Cachemire, territoire disputé entre l'Inde, le Pakistan et en partie la Chine depuis 1948, est devenu un enjeu stratégique et symbolique. Si les États visent son contrôle total, les populations, elles, revendiquent reconnaissance et autonomie, voire indépendance. Leurs aspirations sont ignorées, prises en étau entre deux puissances qui instrumentalisent leur territoire.

Comment le partage des ressources en eau s'inscrit dans les dynamiques de domination régionale ?

Le traité de l'Indus, signé en 1960 sous l'égide de la Banque mondiale, régit le partage de l'eau entre l'Inde et le Pakistan. Il a survécu à trois guerres (1965, 1971, 1999) et aux tensions de 2019, et inclut des mécanismes de désescalade, restés inactifs à la suite de l'attentat de Pahalgam le 22 avril dernier. Ce qui constitue une rupture historique, c'est que, pour la première fois, l'Inde a unilatéralement suspendu ce traité, préemptant une ressource vitale en contexte de conflit.

Le Pakistan subit déjà un stress hydrique sévère et 90% de son agriculture repose sur l'irrigation. 30 à 40% de l'humanité dépendent d'ailleurs des fleuves prenant leur source sur le plateau tibétain, en territoire chinois. Alors que la région est l'une des plus militarisées au monde, des entreprises, comme Nestlé, y installent des centres de traitement de l'eau qui contribuent à la raréfaction de l'eau, pour la vendre en bouteille aux populations locales.

De son côté, Pékin cherche à alimenter le nord du pays en détournant ces eaux via la construction de barrages, exerçant ainsi une pression sur ses voisins, notamment l'Inde et le Bangladesh. On peut alors émettre l'hypothèse que l'Inde répercute sur le Pakistan la pression qu'elle subit de la Chine, créant une chaîne de vulnérabilité régionale. De fait, depuis deux ans, New Delhi tente de renégocier à son avantage le traité de l'Indus avec Islamabad. Ce qui est marquant dans ce contexte, c'est le silence gêné de la scène internationale au regard d'une violation potentielle du droit humanitaire par celle que « l'Occident » considère encore, à tort, comme la « plus grande démocratie du monde ».

Quelles sont les résistances à l'œuvre ?

Dans la vallée du Cachemire, les mobilisations sont légion depuis 1990 afin de dénoncer les abus aux droits humains. Beaucoup portés par les femmes et prenant la forme de grèves ou de manifestations pacifiques, ces mouvements rejoignent la solidarité à la Palestine avec laquelle ils identifient des points de luttes similaires : une occupation coloniale, un processus de dépossession et d'apartheid, voire depuis 2014 d'effacement démographique et historique.

Mais dans le reste de l'Inde il règne une forme de consensus autour de la ligne officielle et une absence de solidarité à l'égard des Cachemiris, y compris parmi les musulmans indiens. Il existe bien quelques voix dissidentes, mais pas, à proprement parler, de résistance populaire coordonnée. Même le Congrès, historiquement centriste, s'est déplacé vers la droite et dans les milieux militants – féministes, écologistes – les divisions fondées sur la caste compliquent la possibilité d'union.

Il transparaît un sentiment d'abandon. Le Cachemire indien est réduit au silence, pris en étau entre la répression d'État et l'indifférence d'une société indienne hindouisée. Dans ce désert politique, une évidence s'impose : l'urgence de tisser des liens, de construire des solidarités réelles, transversales, qui dépassent les appartenances ethno-religieuses, de classe ou de caste. Tant que les Cachemiris resteront seuls, leur lutte restera inaudible et l'arbitraire perdrera. Enfin, rappelons que je n'ai parlé ici que de l'Inde, mais que la situation n'est pas plus favorable côté pakistanais.

Propos recueillis par Jane-Léonie Bellay

Mobilisation générale contre les banques toxiques

ACTION

Du 3 au 10 mai dernier, alors que les AG des banques étaient sur le point de s'ouvrir, Attac s'est mobilisée pour dénoncer le financement des énergies fossiles par les banques françaises. 140 agences situées sur le territoire national ont été recouvertes de visuels les qualifiant de « Banques toxiques ».

Le réchauffement climatique s'accélère et ces dernières années ont vu s'enchaîner de tristes records et des événements extrêmes : sécheresse et mégafeux, hausse de la température des océans, inondations... Pourtant, les principales banques françaises continuent de financer l'extraction et l'exploitation des combustibles fossiles.

Le rapport Banking on Climate Chaos 2024, édité par Reclaim Finance a révélé que 60 grandes banques privées ont investi 6900 milliards de dollars dans les combustibles fossiles depuis l'Accord de Paris. Parmi elles, les grandes banques françaises continuent de financer le développement des énergies fossiles de manière directe ou indirecte.

Cependant, grâce à la pression citoyenne, en France et dans le monde, les banques sont obligées d'annoncer une diminution de leurs financements carbone. Mais les baisses constatées en 2023 sont largement de circonstance et insuffisantes au regard de l'urgence de la situation, et il n'y a aucune garantie que ces effets d'annonce soient suivis par des actes.

Attac a publié en 2024 une note qui propose des pistes pour imposer aux banques de sortir des financements carbone et de financer la nécessaire bifurcation écologique et sociale de nos économies. Au-delà des notes et rapports, pour en finir avec le soutien des grandes banques au secteur des énergies fossiles, et désamorcer les bombes climatiques et financières, la mobilisation citoyenne est nécessaire.

Attac est donc passée à l'action sur tout le territoire dans les agences bancaires de deux groupes en particulier qui refusent de changer leur politique destructrice de l'environnement et du climat : Le groupe BPCE (Banque Populaire et Caisse d'Épargne) et la Société générale ; ces actions visaient à dénoncer leurs pratiques, faire monter la pression citoyenne avant leurs assemblées générales, mais aussi pointer l'hypocrisie du gouvernement qui fait des choix politiques et budgétaires contraires à la lutte contre le dérèglement climatique.

Jean-François Guillon

À Bernard Cassen HOMMAGE

Bernard Cassen est décédé le 12 juin 2025. Outre son parcours universitaire et son travail de journaliste, notamment en tant que directeur du Monde diplomatique, son nom est attaché à la naissance du mouvement altermondialiste, notamment lors du premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001, et à la création de l'association Attac en France en 1998, à la suite d'un appel d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*.

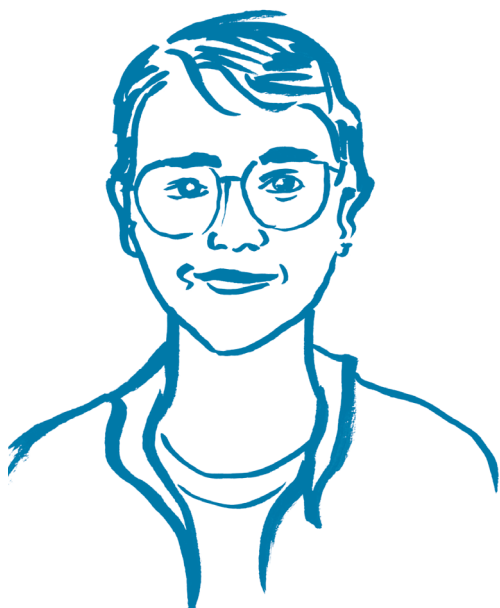
À l'époque où la mal nommée « mondialisation heureuse » battait son plein et entraînait ravages sociaux et montée des inégalités au nom de la rentabilité financière, il fut à l'origine de cette association originale fondée sur plusieurs piliers. Il eut l'idée en premier lieu de rassembler des représentants de syndicats et d'associations engagés dans les mouvements sociaux pour installer un collège des fondateurs, garant de l'engagement international d'Attac. Il créa un Conseil scientifique pour doter l'association d'un corpus intellectuel capable de battre en brèche ce que l'on appelait autrefois la « pensée unique ».

Cette organisation imaginée par Bernard Cassen, à laquelle il faut ajouter la multitude de comités locaux, qui en quelques mois jaillirent en France mais aussi dans de nombreux pays, permit à l'association Attac, sous sa présidence, d'être en phase avec l'émergence des forums sociaux, tant mondiaux qu'europeens et locaux. C'est la structuration en comités locaux qui donna à Attac la capacité d'être un facteur crucial dans la coordination citoyenne contre les réformes néolibérales, notamment dans les batailles contre les réformes des retraites, en particulier en 2003 et 2010.

C'est aussi cette structuration qui nourrit un débat démocratique d'ampleur inégalée contre le projet de constitution européenne en 2005 et qui aboutit à la victoire du non au référendum. Pour la première fois, les enjeux d'une construction européenne hors du carcan de l'ordre capitaliste néolibéral étaient posés, certes non sans l'expression de divergences et de vives discussions dont Bernard Cassen était partie prenante, et qui traversaient tous les mouvements sociaux et les gauches politiques. Ces divergences étaient suffisamment fortes pour ébranler un temps l'association.

Homme de culture, Bernard Cassen ne tenait pas l'éducation populaire pour un vain mot. Le bien parler et le bien écrire étaient pour lui le signe d'un engagement en faveur d'une réelle démocratisation de la société. Ses contributions éditoriales furent ainsi nombreuses pour diffuser les critiques du modèle néolibéral. Aussi parce qu'il était cet homme de culture, le respect de toutes les cultures à travers le monde était consubstantiel à sa vision altermondialiste.

Liste des signataires : france.attac.org/9761



Allemagne après les élections ? ENTRETIEN

Entretien avec Noa Neumann, élue du comité de coordination d'Attac Allemagne.

La prospérité de l'Allemagne semble remise en cause par le nouveau contexte international, comment cela est-il ressenti dans la population ?

Beaucoup de personnes sont inquiètes mais ne sont pas impactées dans leur quotidien. Cependant, la fortune des plus riches continuent d'augmenter, tandis que les pauvres deviennent encore plus pauvres. Les hausses dramatiques des loyers et des prix alimentaires touchent particulièrement les plus démunis. Certaines personnes sont conscientes qu'il faut un changement du système économique, de nos modes de vie et qu'il faut lutter contre la précarité. Mais beaucoup continuent d'avoir confiance dans un modèle impérialiste qui promeut le réarmement pour garantir la prospérité et la sécurité. Dans l'ensemble, le discours politique fondé sur des faits scientifiques est de plus en plus affaibli tandis que les récits populistes et nationalistes gagnent en popularité.

Face à cette situation exceptionnelle, l'accord de coalition entre les sociaux-démocrates du SPD et la droite chrétienne-démocrate de la CDU/CSU représente-t-elle une rupture ?

Non, la nouvelle coalition poursuit la politique d'austérité de l'ancien gouvernement et pourrait même l'intensifier à l'avenir. Le premier projet de loi du ministre des Finances social-démocrate prévoit une réduction des impôts sur les entreprises, et les droits des immigré-es vont être encore plus restreints. L'engagement de la société civile est confronté à de nouvelles restrictions légales et politiques, allant jusqu'à la criminalisation de militant-es écologistes. De plus, le populisme accentué et les attaques contre l'état de droit du nouveau chancelier et du ministre de l'intérieur font écho à ce qui se passe actuellement aux États-Unis.

Le parti d'extrême droite a obtenu 20,8 % des suffrages : comment expliquer ce score ?

L'idée selon laquelle « c'est la faute des immigrés » est un lieu commun qui a été adopté par tous les partis, à l'exception de *Die Linke*. L'extrême droite sait exploiter les craintes liées à la migration, aux changements sociaux et au déclassement social. Mais ce résultat est également la conséquence d'une campagne électorale où les partis établis, tout comme les médias, ont repris les revendications et le vocabulaire de l'extrême droite. En même temps, il existe une insatisfaction profonde vis-à-vis de la politique néolibérale des derniers gouvernements. Les alternatives ne sont pas suffisamment visibles : les mouvements sociaux sont affaiblis et n'ont pas réussi à s'implanter face au développement nationaliste du débat politique.

***Die Linke* a réussi à reconstituer son groupe parlementaire, quels ont été les moteurs de sa dynamique électorale ?**

Après de longues discussions et conflits internes, *Die Linke* a présenté une nouvelle équipe très jeune dans cette campagne, et a attribué une grande importance au porte-à-porte, procédant à une véritable écoute des préoccupations de la population. Les revendications principales de sa campagne, comme la taxation des riches et l'écologie, ont particulièrement plu à un jeune public. *Die Linke* a su convaincre, avec un projet politique, économique et de paix, alternatif à ceux des autres partis. Dans cette campagne, ils ont été les seuls à ne pas reprendre les discours populistes de la droite.

Comment Attac se mobilise dans ce nouveau contexte ?

Attac Allemagne est membre active de plusieurs alliances qui s'engagent pour l'antifascisme, pour une société civile engagée et pour la démocratie. De plus, Attac fait officiellement partie de l'alliance des ONGs et autres collectifs qui soutiennent la grève du climat de Fridays For Future en Allemagne. Les inégalités économiques croissantes sont un autre sujet principal des mouvements sociaux en Allemagne. Attac y contribue avec la campagne « Tax The Rich ».

Y-a-t-il une stratégie claire du mouvement social contre la montée de l'extrême droite ?

Malheureusement pas actuellement, mais il y a des efforts collectifs importants dans ce sens. La stratégie du barrage, c'est à dire le refus des partis démocratiques de collaborer avec l'extrême droite de l'AfD, est de plus en plus instable. L'AfD est bien implantée dans la société civile et à l'international. Attac Allemagne a participé début 2024 et 2025 aux grandes manifestations contre l'AfD et contre l'extrême droite. Ce mouvement a montré la force de la société civile, dont le potentiel devrait également être exploité au vu des développements actuels. Avec plusieurs organisations écologistes, féministes et antifascistes, Attac Allemagne fait également partie d'une campagne qui lutte pour l'interdiction du parti de l'AfD.

Propos recueillis par Jean-François Guillon



25 ans d'Attac Québec

Attac Québec fête ses 25 ans ! Attac France a répondu présente avec l'envie de décroiser nos luttes, de partager nos expériences militantes et de penser ensemble des ripostes face aux crises du capitalisme.

Attac Québec mène actuellement la campagne « Mon lobby a du talent ? ». Aux côtés d'autres organisations de la société civile, elle milite pour une révision de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme afin de renforcer le pouvoir citoyen face aux intérêts privés. Après avoir remis le prix du public du meilleur Lobby en mars à Mc Kinsey, Attac Québec décernera celui du Jury le 19 juin !

Fidèle à l'internationalisme d'Attac, la section québécoise est engagée dans la campagne « Sortons la caisse des crimes en Palestine », qui vise à dénoncer le rôle des institutions financières canadiennes dans le financement de l'occupation israélienne. Attac Québec soutient activement la Coalition du Québec d'Urgence Palestine et appelle au boycott des entreprises complices du colonialisme israélien.

L'un des piliers du travail d'Attac Québec reste l'éducation populaire, indispensable pour déconstruire les récits dominants. Grâce à ses brigades d'information citoyenne, le collectif crée des espaces d'échange, d'analyse et de débat.

Cette rencontre franco-québécoise s'inscrit également dans une dynamique plus large : la préparation du Forum social mondial des Initiatives (FSMI), qui commence aujourd'hui à Montréal. Attac Québec et Attac France y porteront des ateliers sur le lobbyisme et les conséquences de l'extractivisme. Plus que jamais, l'internationalisme est notre boussole. Face à un capitalisme globalisé, notre riposte doit l'être tout autant. Les 25 ans d'Attac Québec sont une étape dans cette construction collective.



Mobilisation pour la taxe Zucman

Le 12 juin, le Sénat a rejeté la proposition de loi sur la taxe Zucman. Cette mesure aurait pourtant permis de générer jusqu'à 25 milliards d'euros par an pour faire face aux crises sociale et écologique et répondre aux aspirations d'une très large majorité de la population.

En votant contre la taxe Zucman, la majorité de droite au Sénat a rejeté une mesure essentielle de justice fiscale. Cette mesure aurait concerné une infime minorité de très riches (détenant plus de 100 millions d'euros de patrimoine) tout en générant des dizaines de milliards d'euros pouvant bénéficier à une large majorité.

Ces recettes auraient permis de contribuer au financement des services publics, tels que la santé et l'éducation, ou aux investissements nécessaires pour la bifurcation écologique menacés par les coupes budgétaires promues par le gouvernement, la droite et l'extrême-droite.

Attac, Oxfam et 350.org ont organisé une action devant le Sénat et la remise aux élu·es d'une lettre ouverte pour le vote de cette mesure, soutenue par plus de 65 000 signataires. Dans tout le territoire, des dizaines de milliers de citoyen·nes se sont mobilisé·es pour interpeller leurs sénateurs et sénatrices ces dernières semaines. La taxe Zucman a également été soutenue par des économistes de renom, de nombreux élu·e-s et représentant·es de la société civile.

Plus que jamais, Attac est déterminée à mener le combat pour la justice fiscale. Dans les semaines et mois à venir, nous porterons nos 6 mesures pour financer les urgences sociales et écologiques, avec la perspective d'un grand meeting début octobre à Paris. Même si le gouvernement semble déterminé à faire passer de force son agenda austéritaire, nous pouvons obtenir des victoires dans le cadre du budget 2026, grâce à la mobilisation de toutes et tous !



Attac et 350 appellent à taxer les ultra-riches devant l'AG de LVMH

Le 17 avril 2025, une quinzaine d'activistes d'Attac et 350 ont participé à une action devant le Carrousel du Louvre où se tient aujourd'hui l'Assemblée générale de LVMH pour dénoncer l'injustice fiscale et les cadeaux fiscaux faits aux ultrariches et aux multinationales.

Alors que le gouvernement a annoncé son projet de couper 40 milliards d'euros supplémentaires dans le budget 2026, Attac et 350.org se mobilisent pour rappeler que la justice fiscale est la clé pour répondre aux urgences sociales, économiques et climatiques.

Les activistes ont installé une marionnette géante du milliardaire Bernard Arnault ligoté avec à ses pieds des sacs d'argent devant le Carrousel du Louvre où se tient aujourd'hui l'Assemblée générale de LVMH. Des banderoles ont été déployées sur lesquelles on pouvait lire «Tax The Rich/Taxer les riches» et «207 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux ultrariches et aux multinationales».

Le gouvernement continue de justifier ses coupes budgétaires drastiques par la nécessité de réduire la dette abyssale de l'État. Le même sermon est réitéré depuis plus de 20 ans par les partisans des politiques néolibérales : nous aurions vécu au-dessus de nos moyens, il faudrait faire des efforts, réduire les dépenses publiques, travailler davantage... Il suffit pourtant de s'interroger sur les causes de l'augmentation de la dette publique pour se rendre compte que ce discours est mensonger.

Les ultra-riches comme Bernard Arnault, dont les investissements et le train de vie nuisent à la planète, continuent de s'enrichir et de bénéficier de nombreux cadeaux fiscaux : plus de 207 milliards d'euros depuis 2017, soit près d'un quart de l'augmentation de la dette sur cette période, comme nous l'avons montré dans notre dernier rapport. Ensemble, restons mobilisé-es pour une meilleure répartition des richesses !

FSMI : entre art, luttes et intersectionnalité

Plusieurs militant·es d'Attac France ont assisté à la première édition du Forum social mondial des intersections (FSMI) s'est tenue du 29 mai au 1er juin 2025 à Montréal. Le FSMI a débuté sous le signe de l'art comme levier de transformation sociale. Dans le hall de la Maison des arts participatifs, divers ateliers allant du théâtre, aux chants de lutte en passant par la confection de pancartes sont organisés.

En parallèle, à la mairie de Montréal, une cérémonie d'ouverture plus institutionnelle avait lieu pour officialiser l'ouverture du Forum, en présence de Kimberlé Crenshaw. Juriste et militante afro-féministe, elle a forgé le concept d'intersectionnalité à la fin des années 1980 pour décrire la manière dont les discriminations raciales et sexistes se croisent et s'amplifient. En fin d'après-midi, tout le monde s'est retrouvé au parc La Fontaine pour la marche d'ouverture menée par les peuples autochtones.

Ce forum a été pensé en complément des Forums sociaux mondiaux, dont le dernier s'est tenu au Népal, afin de créer un espace spécifique pour intégrer l'intersectionnalité à nos luttes. Il s'agit de dépasser les approches cloisonnées et de reconnaître que les oppressions systémiques – racisme, sexisme, capitalisme, colonialisme, validisme, homophobie, politiques migratoires – ne peuvent être comprises ni combattues isolément.

Au programme de ce forum, de nombreuses activités : des conférences sur le potentiel subversif de l'intersectionnalité, sur la Palestine, sur les résistances à l'oligarchie aux Etats-Unis ; des ateliers sur l'histoire de luttes comme celle de la Ligue révolutionnaire des travailleurs noirs ainsi qu'une assemblée de préparation du Forum social mondial 2016 à Cotonou. L'Agora des intersections a conclu cet événement festif et engagé dans un enthousiasme partagé !

Michel Aglietta : « La monnaie est un rapport social »

Michel Aglietta, décédé en avril 2025, a été l'un des économistes français les plus féconds et influents de sa génération. Il a contribué à la création de l'École de la régulation qui puise ses racines dans les théories marxiste, keynésienne et institutionnaliste. Ce courant de pensée a constitué une véritable alternative à la théorie néoclassique dominante, en étant capable, à la différence de cette dernière, d'analyser les crises du capitalisme, le rôle majeur de la finance comme facteur de prédation et d'instabilité.

L'un des domaines où sa contribution a été la plus importante est celui de la monnaie, dont il a analysé le rôle central dans le capitalisme à la suite de Marx et Keynes, et à la différence des théories néoclassiques qui considèrent celle-ci comme neutre, c'est-à-dire n'ayant aucune influence sur l'activité mais étant source d'inflation. Pour lui rendre hommage, nous publions les extraits d'un entretien avec Michel Aglietta paru dans le numéro de printemps 2015 de la revue *Les Possibles*, éditée à l'initiative du Conseil scientifique d'Attac.

Dans le contexte de crise globale, de crise de l'Union européenne, de crise de l'euro, de crise de la dette, il est légitime de se reposer la question de la nature de la monnaie. Comment la définiriez-vous ?

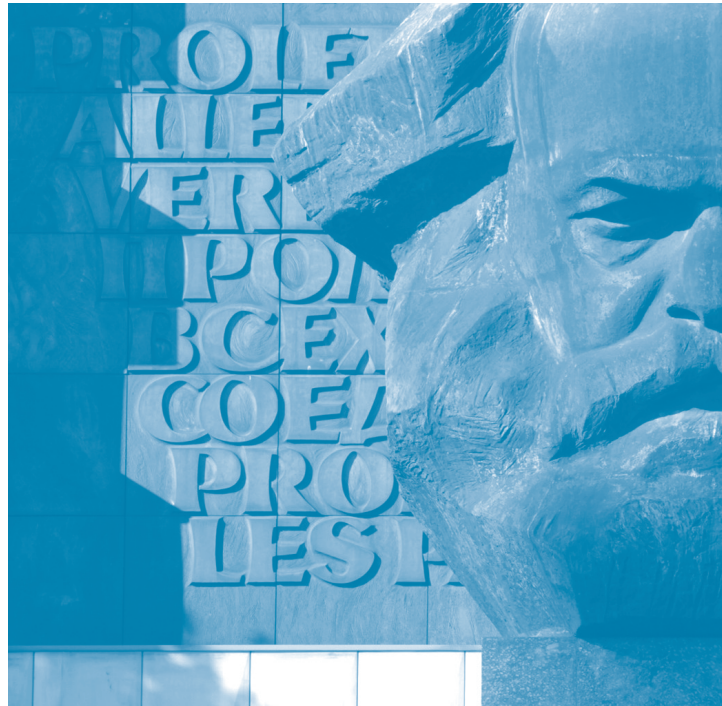
La monnaie est un rapport d'appartenance des membres d'une collectivité à cette collectivité dans son ensemble. Un mode d'appartenance qui s'exprime sous la forme d'une dette. Toute monnaie est une dette, quelle qu'elle soit, ce qui donne une certaine unité au phénomène monétaire. Cela ne dépend pas du support de la monnaie, même la monnaie métallique est une dette, car la frappe monétaire par l'Hôtel des Monnaies est sous la contrainte de refonte en métal marchandise par ceux qui détiennent les pièces et qui peuvent rechercher soit un autre usage du métal, soit un arbitrage avantageux avec la frappe dans un autre pays.

Cela ne dépend pas non plus du type de société, car cela dépasse l'économie marchande puisque l'institution monétaire s'étend à des sociétés où la monnaie représente la grandeur de celui qui fait un don aux puissances tutélaires de la collectivité. Il y a ainsi à la fois une unité de la monnaie en tant que rapport social et une hétérogénéité des sources d'émission, des sources de dette, ainsi que des formes de souveraineté qui confèrent à la monnaie son acceptabilité générale. On a donc un problème non seulement de quantité, de valeur, mais aussi de qualité.

Comment l'unité de la monnaie peut-elle alors s'exprimer à travers la multiplicité des « marques » [de monnaie] ?

Elle s'exprime dans le système des paiements. Selon l'hypothèse de départ, elle est un opérateur social d'appartenance en tant qu'elle réalise la valeur qui ne préexiste

Monument Marx à Chemnitz ©Gravitat-OFF



pas à l'échange, c'est ce qui fait qu'elle joue le rôle de validation sociale. La valeur n'est réalisée que par le paiement, lorsque celui-ci est final, c'est-à-dire légitime du point de vue de la société, quand l'ensemble des transactions a traversé le système des émetteurs de monnaie pour aboutir au règlement sur les livres de la banque centrale.

Pourquoi la banque centrale ? Parce que le bien collectif, public, par lequel se réalise le mode d'appartenance collective, est le système de paiement qui doit avoir une intégrité. Il doit conserver à la fois son unité et sa capacité à rendre finaux les paiements. Donc la qualité de la monnaie est une caractéristique essentielle de sa définition : le problème n'est pas simplement de savoir quel est le nombre d'unités monétaires à mettre à la disposition de la population, mais c'est celui de l'intégrité du système de paiements, c'est-à-dire, derrière, l'intégrité du système des dettes. La stabilité financière est donc une nécessité monétaire dans la conception où la monnaie est dette.

Que signifie la possibilité d'une confiance unanime, suffisamment codifiée pour être permanente ? Ce qui n'est pas vrai pour les actifs dans le système financier, où les conventions sont fugitives. Mais l'acceptabilité universelle de la monnaie qui doit se reproduire dans le temps n'obéit à aucune nécessité naturaliste. Elle procède de la confiance éthique. C'est pour cela qu'il y a des crises monétaires. Toute crise monétaire est une crise sociale et politique, c'est-à-dire de l'ordre social, avec en particulier la défaillance de l'État, avec la non-acceptabilité de la monnaie ultime : ce qui est alors mis en cause, c'est ce rapport de confiance qui fait que l'appartenance est réalisée.



Qu'est ce qui fait qu'il y a une dette publique et qu'elle n'est pas de même nature que les autres dettes ?

Dès lors que la dette publique est émise dans la monnaie souveraine d'un espace et qu'elle est détenue par des résidents, elle est dérivée de la dette sociale. Celle-ci désigne la dette des individus vis-à-vis de la collectivité produisant la capacité de vivre en commun, qui se décline en biens premiers au sens de Rawls, c'est-à-dire le capital collectif qui produit les biens et services publics. Dès l'instant où l'État est souverain, il y a dette parce qu'il y a une cohérence intergénérationnelle.

La dette publique est un impôt différé, ce par quoi nous honorons la dette sociale, la dette de chacun d'entre nous vis-à-vis de la nation, impôt que nous payons à l'État en tant qu'opérateur de la cohérence de la nation. Lorsque l'État n'est pas défaillant, la dette publique ne peut donc jamais être insolvable. L'insolvabilité de la dette publique n'a pas de sens si l'État a une durée de vie infinie, l'appartenance intergénérationnelle n'ayant pas de limite dans le temps.

Pour que cela se réalise, l'État doit avoir avec la banque centrale des liens privilégiés puisque, en tant qu'exécutif, il lui garantit l'attribut de la souveraineté dans son domaine (émettrice de la monnaie ultime), son statut et son capital, et en retour, la banque centrale garantit que la dette publique est prédominante, qu'elle n'est pas de même statut que les dettes privées. Et, puisqu'il y a transfert intergénérationnel de la dette publique, elle peut être détenue par les épargnants, par des acteurs financiers. Mais comme les marchés financiers sont soumis à des stress, à des

paniques, à des crises, la dette publique ne doit pas en être affectée. La banque centrale doit, pour ce faire, pouvoir insulariser la dette publique dans les conditions de crise, c'est-à-dire la mettre hors marché. C'est ce qu'ont fait la plupart des pays, encore récemment.

La banque centrale fournit le service de la liquidité ultime. Il y a une demande de monnaie ultime, c'est la préférence pour la liquidité dans la conception de Keynes. La banque centrale est responsable des deux aspects de la garantie de la liquidité : d'une part, la stabilité de la valeur de la monnaie, la stabilité de l'unité de compte qui est essentielle pour homogénéiser l'espace de la valeur, c'est l'aspect quantitatif ; d'autre part, la stabilité de la structure des dettes, essentielle pour l'intégrité du système de paiements, c'est l'aspect qualitatif. Ces deux aspects vont s'exprimer économiquement par un maintien de l'inflation dans les limites acceptables par la population et par le maintien de la stabilité financière.

Dans votre construction théorique, quel lien conservez-vous entre la monnaie et le système productif ? Si la monnaie joue le rôle de validation sociale que vous décrivez, ne s'agit-il pas de la validation sociale du travail productif ? Ne pourrait-on pas considérer qu'il y a une quatrième source de confiance dans la monnaie, celle qui est apportée par un ordre productif susceptible de procurer la contrepartie réelle de la monnaie qui circule ?

Bien sûr, les dettes ne sont pas émises pour ne rien faire. Elles sont émises en fonction de projets. Qu'est-ce qui fait que les individus aient des rapports les uns avec les autres et avec la société ? C'est l'activité qui nous fait reconnaître comme étant membres d'une collectivité par ce que nous y apportons. La monnaie valide cette activité, mais à travers l'échange seulement. Je me situe dans la perspective de Simmel. La valeur, c'est ce par quoi la société reconnaît, à travers le paiement, notre activité.

Donc, c'est la validation sociale du travail productif ? Est-ce ainsi que vous gardez un lien avec Marx ?

Absolument. Mais une activité n'est productive qu'à travers l'échange. Derrière cela, il y a le « laboratoire secret », mais la valeur n'est pas encore là, contrairement à la conception naturaliste. Dès lors que l'on dit que la valeur est un opérateur social, la société juge valide notre apport quantitativement par l'espace de commensurabilité qu'a permis l'existence d'une monnaie. Ce jugement quantitatif, c'est le travail abstrait qui n'a plus de relation avec l'utilité. L'utilité, c'est finalement le lien social : on ne sait pas trop ce qu'on désire et on reconnaît nos désirs par l'ensemble des liens que nous avons avec tous. C'est donc l'activité pour la société.

Propos recueillis par Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon

Retrouvez l'intégralité de l'article en ligne : France.attac.org/3849



La terre des vertus

La terre des vertus nous raconte la lutte menée pour conserver les jardins ouvriers d'Aubervilliers menacés par le projet de construction d'un solarium attendant à la piscine construite pour les JO 2024, puis par celui de la gare de la ligne 15 du métro.

Il existe mille façons de rendre compte d'une lutte. Le film privilégie une approche sensible avec une mise en image très soignée tout comme l'est la bande sonore, alternance de sons d'ambiance et de séquences musicales et poétiques. Parfois surgit la violence : celles du chantier, des destructions, des expulsions. Les formes de résistance sont diverses : sur place, avec le plaisir de cultiver, de partager les expériences et de décider ensemble ; dans la ville, avec des manifestations colorées ; ou encore la nuit, avec des personnages fantomatiques. De trop rares séquences nous permettent de comprendre le chemin parcouru avant de gagner contre les promoteurs du Grand Paris. Avec toujours le même constat : le temps des militants n'est pas celui de la justice qui ne peut réparer ce qui a déjà été saccagé. L'essentiel demeure de préserver chaque bout de terre face à la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Malgré quelques longueurs, ce film est une belle proposition pour les ciné-débats.

Sylvie Agard pour le groupe Cinéma

La terre des vertus

un film documentaire de Vincent Lapize, 92 mn
sortie le 4 juin 2025



L'Évangile de la Révolution

C'est à peine si la théologie de la libération, qui s'est développée en Amérique Latine à la fin des années 60, a été évoquée à propos du nouveau pape Léon XIV, pourtant réputé proche de Gustavo Gutiérrez, son théoricien. *L'Évangile de la Révolution* vient donc à point nommé pour nous éclairer sur cet élan révolutionnaire.

Dans son carnet de voyage au Salvador, au Brésil, au Nicaragua et au Chiapas, le réalisateur mêle récits des acteurs du mouvement et archives pour montrer comment les organisations populaires ont pu s'appuyer sur les églises qui ont été des refuges pour elles. Parce qu'ils entendaient concilier religion et socialisme, les prêtres ont été très actifs dans l'histoire tourmentée de l'Amérique latine et ils ont également été les victimes de la répression.

Chacun des pays visités permet d'évoquer les fondements de la théologie de la libération qui veut rendre dignité et espoir aux pauvres : entre christianisme et révolution, il n'y a pas de contradiction. Un des moments inoubliables du film est celui de la visite de Jean-Paul II à Managua en 1983. Que reste-t-il aujourd'hui de la théologie de la libération ? Un chemin vers des espérances inachevées, espère le réalisateur. En tout cas, un film indispensable qui redonne la parole à quelques grandes figures.

Sylvie Agard pour le groupe Cinéma

L'Évangile de la Révolution

un film documentaire de Jean-François Drouet, 115 mn
sortie le 3 septembre 2025



L'Été de Jahia

L'Été de Jahia, réalisé par Olivier Meys, est un drame qui explore l'adolescence en exil à travers le regard de deux jeunes filles dans un centre pour demandeurs d'asile en Belgique. Jahia est une adolescente vivant avec sa mère dans un centre d'accueil en Belgique. Isolée, sans perspective d'avenir, elle est figée dans une attente anxiogène. L'arrivée de Mila, une adolescente biélorusse pleine d'énergie, bouleverse son quotidien. Une amitié naît entre elles, faite de rires, de TikTok et de baignades estivales. Mais cette parenthèse lumineuse est menacée par la réalité administrative : l'attente du verdict sur leur demande d'asile, qui pourrait tout faire basculer.

Olivier Meys poursuit son exploration des trajectoires migratoires avec une approche intimiste. La caméra, souvent proche des visages, capte les émotions à fleur de peau, notamment celles de Jahia, interprétée avec justesse par Noura Bance. *L'Été de Jahia* dénonce en creux l'absurdité des politiques migratoires européennes. Le film met en lumière le « syndrome de résignation », trouble psychique observé chez des enfants migrants confrontés à l'incertitude administrative, illustré ici par le sort de Mila. *L'Été de Jahia* est une œuvre sensible et nécessaire, qui donne une voix aux invisibles avec pudeur et humanité.

Claire Milla pour le groupe Cinéma

L'Été de Jahia

un film d'Olivier Meys, 100 min
sortie le 6 août 2025

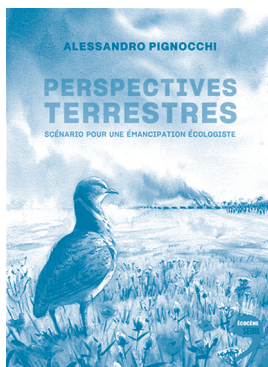


Chine / États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation

Dans cet ouvrage, Benjamin Bürbaumer propose une mise en perspective stimulante de la rivalité sino-américaine. S'inscrivant dans la tradition de l'économie politique internationale, il bat en brèche l'idée communément admise selon laquelle « le commerce adoucit les mœurs ». À partir des années 1980, la main-d'œuvre chinoise bon marché a permis aux multinationales américaines de court-circuiter le pouvoir qu'avaient acquis les syndicats à la suite du New Deal ; la stagnation des salaires aux États-Unis, artificiellement compensée par l'importation de biens manufacturés produits à bas coût en Chine, a assuré un accroissement spectaculaire de leurs marges.

Inversement, Bürbaumer montre comment la Chine est désormais tentée de résoudre les contradictions internes liées à son développement en cherchant à les exporter – notamment via la stratégie des Nouvelles Routes de la soie. Or, seule une puissance hégémonique peut être en mesure de façonner ainsi les équilibres économiques globaux selon leurs intérêts. Cet ouvrage montre comment la dynamique d'accumulation du capital alimente une course à la puissance qui pourrait bien mener, à terme, à un affrontement funeste entre les deux prétendants à l'hégémonie.

Chine / États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation
Benjamin Bürbaumer,
La Découverte, 2024



Perspectives Terrestres

Alessandro Pignocchi poursuit les réflexions menées lors de son dialogue avec Philippe Descola dans *Ethnographies des mondes à venir*. Il ébauche des perspectives qu'il définit comme optimistes pour les futures décennies, différent des scénarios d'émancipation souvent évoqués : l'élection par la voie des urnes d'un gouvernement réellement de gauche et une révolution renversant les institutions actuelles. S'appuyant à la fois sur le travail d'historiens et anthropologues et sur du « déjà là », Alessandro Pignocchi imagine une cohabitation entre les États nations actuels et des territoires autonomes, comme par exemple des ZADs. Les habitant·es pourraient au cours du temps, voire au cours de l'année, vivre tantôt dans l'une ou l'autre entité.

Il propose différents moyens pour arriver à cette situation. Il s'agit principalement de tendre vers autonomie au travers de la territorialisation des luttes, nombreuses ces dernières années. Il prône leur élargissement, avec une alliance avec les forces syndicales, prenant comme exemple l'usine GKN à Florence. Ces différentes réflexions peuvent sembler utopiques, mais permettent grâce à un décentrement, d'avoir un autre regard sur des futurs possibles.

Gilles Sabatier

Perspectives Terrestres
Alessandro Pignocchi
Seuil, 2025



Devenir animal

Philosophe, écologiste, prestigiateur, chamane, le penseur américain David Abram expérimente son rapport au monde sensible, et nous partage dans ce livre ses méthodes et découvertes. Chaque partie du livre déploie une vision philosophique incarnée à partir de motifs ordinaires : l'ombre, la maison, le bois et la pierre, la réciprocité, l'humeur, le chant des oiseaux. Il nous relate ses expériences personnelles, le sens que prend la vie humaine envisagée à partir de sa corporéité et de son appartenance à la Terre, en faisant appel à la pensée des peuples autochtones autant qu'à la phénoménologie de Merleau-Ponty.

Il démontre ainsi que nous sommes plus que notre corps car ce corps fait partie d'un tout plus grand, ce qui rend nécessaire une métamorphose de notre relation à la Terre vivante. Si on accepte de lâcher prise et de suivre cette poétique matérialiste qui trouble notre rationalité occidentale, et les récits stupéfiants de ses rencontres avec le monde animal, on a aura le sentiment de redécouvrir le secret de nos propres sens, de respirer, vivre et penser mieux. L'édition graphiquement très réussie s'ouvre sur les tableaux enchanteurs de l'artiste canadienne Lisa Gibbons.

Jean-François Guillon

Devenir animal. Une cosmologie terrestre
David Abram, traduit de l'anglais et postfacé par Stefan Kristensen
Dehors, 2024



«Je n'oublierais jamais
d'où je viens.
Je regarde en arrière
et j'admire les montagnes
que j'ai escaladées,
les rivières
que j'ai traversées
et les défis
qui m'attendent
sur le chemin.
Cela me rend plus forte.»

Maya Angelou, poétesse
extrait de *Lettre à ma fille*